L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

1 F L'Humanité Rouge B.P. 365-02 ; Paris R.P. C.C.P. 30 226-72 ; LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

3e ANNEE JEUDI 2 DÉCEMBRE 71 N° 125

LA RETRAITE

A 60 ans pour les hommes A 55 ans pour les femmes !

Lorsque les masses ouvrières s'emparent de leurs intérêts immédiats, elles se battent CLASSE contre CLASSE jusqu'au succès.

De nos jours, la retraite à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes est une juste revendication de la classe ouvrière, qui ne date pas d'aujourd'hui.

N'est-il pas vrai que le combat mené par les cheminots a permis d'arracher en 1911 la retraite à 50 ans pour les roulants et à 55 ans pour les autres ouvriers, employés.

N'y a-t-il pas quelques décennies que les travailleurs de l'E.D.F., G.D.F., P.T.T., dans la fonction publique ont arraché par la lutte la retraite à 55 ans pour certains et à 60 ans pour d'autres.

Ces succès sont le résultat de la lutte de classe. « La lutte de classe est le moteur des événements » (Lénine).

Dans les industries sidérurgique, métallurgique, bâtiment, chimique, etc., les ouvriers qui créent les richesses de la nation subissent chaque jour l'oppression, l'exploitation des vampires capitalistes par l'augmentation des cadences, les journées de travail les plus longues de l'Europe capitaliste, des conditions de travail lamentables, etc.

Pendant ce même temps, la petite poignée de capitalistes monopolistes accroît ses profits. Les cinquante premières sociétés capitalistes françaises ont accru leurs profits de 1969 à 1970 de plus de 54, 3 %.

Ce jour, Boulin, ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale, proposera à l'Assemblée parlementaire bourgeoise le projet du gouvernement des monopoles de pseudo-réforme des retraites et pensions, qui maintient l'âge de la retraite à 65 ans, mais avec 7 années et demie de cotisations en plus ; c'est-à-dire 7 années et demie de travail en plus pour une retraite sensiblement égale (1). Il ne fait qu'appliquer ce que son maître réactionnaire lui a enseigné. Pompidou, au cours de l'interview radio-télévisée du 24 juin 1971, a déclaré : « ... ce ne sera pas d'aller systématiquement vers un abaissement de l'âge de la retraite ».

Les travailleurs, quant à eux, savent que la RETRAITE A 60 ANS POUR LES HOMMES, 55 ANS POUR LES FEMMES TOUT DE SUITE est liée aux autres revendications immédiates de la classe ouvrière :

Pas de salaire inférieur à 1 200 F par mois !

Les 40 heures tout de suite, sans diminution de salaire !

A travail égal, salaire égal pour les jeunes, les femmes, les immigrés !

NON aux licenciements !

NON au chômage !

Les travailleurs savent aussi que les revendications se gagnent dans la lutte de classe et non à l'Assemblée parlementaire bourgeoise ou par des négociations au sommet comme le préconise Séguy.

C'est pourquoi les marxistes-léninistes, les ouvriers avancés entraîneront dans les manifestations les larges masses, en associant les ouvriers actifs et les retraités dans un même combat, sur de justes mots d'ordre.

UNITE à la BASE et dans l'ACTION !

TOUS ENSEMBLE dans l'ACTION !

POURQUOI LA CHINE SOCIALISTE A L'O. N. U. ?

(page 8)

Voilà un mois que la République Populaire de Chine a été admise à l'O.N.U. La presse ennemie a applaudi... hypocritement. Pour masquer son embarras ! Finies les belles envolées sur la « Chine secrète », la « Chine belliciste », etc. Même désarroi dans les rangs révisionnistes ! Voilà des années qu'on rabâchait aux militants : « La Chine veut faire sauter la planète ! ». Que dire aujourd'hui ?

Nos ennemis ne sont jamais à court de mensonges ; car mentir, c'est leur spécialité ! Aujourd'hui, ils essaient une nouvelle fable : l'accord de la Chine et des Etats-Unis ! « Elle va filer doux ! » et « ranger son attirail révolutionnaire ! ». Les plus « purs » y sont allés de leur formule : « La Chine s'est assise à la table des brigands » (« Lutte Ouvrière »). N'est-elle pas un brigand elle-même, après tout ?

De tant de mensonges, il reste toujours quelque chose si nous n'y prenons garde. Il faut que les choses soient bien claires pour tous nos amis, pour tous les amis de la Chine, pour tous les amis que nous voulons lui gagner. A tâche pour nous de prendre résolument l'offensive et d'expliquer inlassablement.

Un démenti cinglant pour tous ceux, réactionnaires, révisionnistes ou trostkystes qui prétendent que la République Populaire de Chine s'apprête à sacrifier le Vietnam pour sa « réconciliation avec l'impérialisme américain » !
Plus que jamais, les peuples chinois et vietnamiens sont unis comme les lèvres et les dents. Et les 700 millions de Chinois sont un arrière sûr pour le peuple vietnamien !
(Mao Tsé toung et Pham Van-Dong, président de la République Démocratique du Viet-Nam.)

La bataille de "l'Humanité Rouge" c'est à nous de la gagner !

SOUSCRIPTION PERMANENTE

(Souscription de la semaine précédente)

	Francs
Souscription spéciale C.R. H.R.	216
Cercle Mehmet Shéhu	200
Un ouvrier et un artisan, sympathisants H.R.	10
S. Spéciale de militants marxistes-léninistes	400
Deux travailleurs	5
H.R. vaincra (1er versement novembre), deux camarades	115
L'Ouvrier et l'Artisan, nous vaincrons	200
2e souscription novembre, H.R. vaincra - St.	500
Des lecteurs	15
Un sympathisant marxiste-léniniste	50
Une veuve de combattant des brigades internationales	10
Trois camarades	15
Un petit retraité	10
Comité de lutte, école de Paris	10
Des disciples de F. Marty	94
R.	10
H.M.	100
Pour la victoire de la presse du Peuple	0,50
Des Marxistes-léninistes	69
Soutien ferme à H.R.	100
E.	10
L.R. (novembre)	25
R.B. et P.R., longue vie à H.R. - H.R. vaincra	16
Pour le juste combat politique et idéologique de H.R.	5
J.A.	10
Un sympathisant	7
Anonyme	25
Deux camarades (2e versement d'octobre)	50
L.C.	30
Un fonctionnaire	26
Des disciples de Staline	36,90
Un instituteur marxiste-léniniste du Centre	10
	10
R.R.	2,90
E.V.	20
Total de la semaine	2 403,30
Total général déjà utilisé pour le règlement des dettes du journal	115 585,20

	Francs
Total de la semaine	18 168,79
Trois camarades	15
L.R.	10
Anonyme	210
D.Z. Soutien à notre presse	30
Un sympathisant	5
Les 3/4 des économies de retraités	7 800
Jusqu'à la Victoire du Prolétariat	25
S. Fr. H.R. vaincra	50
Soutenons fermement notre Presse - S.L.	220
Soutien à H.R.	30
L.C. - H.R. vaincra	20
Mlles O.	3
F.R. - H.R. vaincra	25
Un fonctionnaire	100
Un éducateur	10
Pour que H.R. vive - Une secrétaire qui lit H.R. depuis 2 ans	55,50
Deux Portugais - H.R. vaincra	10
Soutien permanent à H.R. (novembre)	10
M.O.	110
L.A. soutien à H.R.	30
H.R. vaincra U.J.	150
Un ouvrier	2
Disciples de F. Marty	32
Un lecteur	8,50
Souscriptions de masse ORTF	318
Un marxiste-léniniste portugais	10
Pour que H.R. poursuive sa juste lutte	1 500
Des marxistes-léninistes de province	1 000
Un travailleur	12
Des marxistes-léninistes (2e versement) pour que H.R. reste hebdo	430
Un étudiant	10
Un couple de vieux communiste	10

(Nous reportons la suite de la souscription au prochain n°)

Camarades, Amis et Sympathisants,

Nous sommes sur la bonne voie pour gagner cette nouvelle bataille de « l'Humanité Rouge ». Vous avez répondu en masse à notre mobilisation sur le front de lutte de notre presse marxiste-léniniste. Il faut continuer à prendre en main fermement cette tâche capitale pour la diffusion de notre idéal communiste. De toute la France des sommes modiques d'ouvriers, de petits commerçants, de petits paysans, d'artisans, d'intellectuels nous sont parvenues. Des sommes importantes, de collectes dans des usines ou ateliers et bureaux, ou venant de vieux retraités nous sont également parvenues.

A tous bravo pour votre magnifique élan. Mais il faut continuer à nous organiser pour la défense de notre presse révolutionnaire : car le nerf du soutien financier c'est la souscription de masse. La tâche sera dure et longue. Mais nous venons de prouver que nous sommes capables d'efforts conséquents.

De nombreuses correspondances ouvrières et autres nous sont également arrivées. Là aussi il y a un net progrès, il faut que cela continue, si nous voulons rester hebdomadaire et si nous voulons encore améliorer la qualité politique de notre journal.

Ayons courage. Prenons fermement en main notre tâche rédactionnelle et de soutien financier à « l'Humanité Rouge » et nous ferons un nouveau bond en avant, pour écraser la bourgeoisie et son idéologie.

Par nos efforts à tous « l'Humanité Rouge » vaincra.

Vive « l'Humanité Rouge » !

UN EXEMPLE A SUIVRE

SOUSCRIPTION DE MASSE ORTF

Un chef - constructeur décors ORTF	5 F
Un pompier ORTF	2 F
Un électro ORTF	4 F
Un opérateur ORTF	9 F
Un électro ORTF	5 F
Deux électros ORTF	4 F
Un menuisier ORTF	4 F
Un machiniste ORTF	5 F
Un chef - machiniste ORTF	5 F
Un électro ORTF	5 F
Un opérateur ORTF	9 F
Un opérateur ORTF	100 F
Les Communistes Marxistes-Léninistes de l'ORTF	153 F
Total	318 F

A TOUS NOS SOUSCRIPTEURS

Devant l'accentuation des mesures répressives mises en place par la bourgeoisie au service des monopoles (nomination de nouveaux préfets répressifs, accentuation des contradictions au sein de la bourgeoisie entre la tendance fascisante, et la tendance plus libérale (voir précédent H.R.) le comité de rédaction de « l'Humanité Rouge » soucieuse de la sécurité de ses souscripteurs a pris la décision de ne plus faire figurer dans les colonnes de souscripteurs les noms des cercles soutenant le journal, ainsi que les villes d'où émanent ces souscriptions. Nous remplacerons automatiquement par des pseudonymes, tout nom de souscripteur pouvant être repérable par les flics de la bourgeoisie.

Nous demandons donc instamment à tous nos souscripteurs de bien vouloir nous envoyer leur souscription avec un pseudonyme pour qu'ils puissent se reconnaître dans nos colonnes, pseudonyme pouvant changer à leur gré.

Nous pensons que tous les camarades, amis ou sympathisants comprendront la nécessité absolue d'une telle mesure. Prenons en main nos tâches de soutien rédactionnel et financier à « l'Humanité Rouge ». Avec nous tous, H.R vaincra !

"Notre journal, une arme irremplaçable"

Camarades,

Ci-joint 100 F pour la souscription. Il faut absolument que H.R. vive et paraisse régulièrement. Tout recul serait inadmissible. Notre journal est une arme indispensable, irremplaçable. Que tous les militants, sympathisants comprennent bien que nous avons avec notre journal frappé l'ennemi si fort et si juste qu'il veut nous désarmer. Si nous ne sommes pas en mesure de fournir l'effort nécessaire et possible pour conserver notre arme, il est vain de penser que nous serons assez déterminés un jour pour donner l'assaut final. Que penserions-nous des peuples d'Indochine s'ils s'étaient laissés désarmer, s'ils n'avaient pas fourni tous les efforts nécessaires et très grands pour conserver et développer leur armement idéologique et militaire ? Que tous les camarades prennent exemple sur ces combattants inflexibles. Il nous faut apprendre auprès d'eux, étudier sans cesse, approfondir, développer notre conscience de classe.

Le camarade François Marty et bien d'autres ont bien donné leur vie pour la révolution sur tous les fronts dans le monde. Ne serions-nous pas capables de donner un peu d'argent ? S'il est vrai que les camarades ouvriers ne peuvent pas donner beaucoup, d'autres peuvent plus et faire plus pour la révolution prolétarienne même avec de l'argent, c'est encore se mettre davantage aux côtés du prolétariat (même si cela comporte quelques aspects négatifs ; l'objectif est de sauver le journal et vite).

Deux comités de diffusion de « l'Humanité Rouge »

VENDREDI 17 DECEMBRE
PARIS : SALLE LANCRY
(10 rue de Lancry - Paris-10)

MEETING

Pour célébrer le 6e Congrès et le 30e anniversaire du Parti du Travail d'Albanie

Avec la participation du P.S.U.

— Projection de diapositives —

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maotsé-toung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris ..... F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

— timbres-poste

— chèque bancaire

— virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source

Nom et adresse (facultatifs) .....

.....

Date : .....

Signature .....

UNE VICTOIRE CHÈRE AU CŒUR DES OPPRIMÉS

Quelle ne fut ma joie le jour où j'apprends à la Radio que la Chine, notre chère Chine, était admise à l'ONU.

Vraiment je ne sais comment vous exprimer cette joie ; la Chine Populaire était jusqu'ici exclue de l'ONU par la grâce de l'impérialisme Américain et de ses valets au sein de l'organisation internationale. Le mois dernier vient d'y mettre un terme.

Par la voix et le courage exemplaire de nos camarades Albanais, l'Assemblée a décidé d'expulser la famille américaine de Tchang Kaï Chek et de reconnaître la République Populaire de Chine comme seul représentant légitime de la Chine.

L'admission de la Chine à l'ONU est un événement historique. Elle est une victoire du vaillant peuple chinois, un signe des difficultés de plus en plus grandes auxquelles se heurte la société capitaliste pour imposer son hégémonie dans le monde. Elle marque un recul de l'impérialisme.

Le temps est révolu où un membre de pays dits « avancés », pouvait se partager la planète.

Vive la révolution prolétarienne.

Vive la pensée du président Mao Tsé-toung.

Un ouvrier immigré

ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
	3 mois	10 F	20 F	40 F
	6 mois	20 F	40 F	80 F
	1 an	40 F	80 F	150 F
Etranger :	3 mois	40 F	85 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

PRECISONS QUE :

La citation exacte du président Mao Tsé toung, extraite de sa déclaration du 20 mai 1970, évoquée à la une de notre précédent numéro est : « Le peuple d'un petit pays triomphera à coup sûr de l'agression d'un grand pays s'il ose se dresser pour la lutte, recourir aux armes et prendre en mains le destin de son pays. »

Une vaine tentative pour conjurer la révolution prolétarienne :

Le parti révisionniste dans les entreprises

Les dirigeants révisionnistes viennent d'organiser une Conférence nationale sur l'activité de leur Parti dans les entreprises. Que diable, reviendraient-ils donc à de justes conceptions léninistes en matière d'organisation ? Allons donc, il suffit de lire les compte-rendus de cette assemblée et le discours de clôture prononcé par Marchais pour discerner aussitôt qu'il s'agit exclusivement de... préparer les prochaines élections législatives. Et la tâche centrale à l'ordre du jour pour réveiller les fameuses 5 200 cellules d'entreprise (un chiffre qui n'a rien à voir avec la réalité, mais tout avec le bluff marchaisien), c'est la diffusion du « *programme démocratique d'union populaire* »... pour une « *démocratie avancée* ».

D'après le secrétaire général de fait du Parti révisionniste, l'enjeu de la « grande bataille politique » en cours serait « *le maintien ou la suppression du régime failli des monopoles* ». Bien qu'il proclame que la France et le monde capitaliste sont entrés dans une « *crise du capitalisme monopoliste d'Etat* », Marchais refuse de poser les termes de la situation actuelle sous l'angle révolutionnaire. Pour lui, la crise n'affecte que les « *monopoles* » capitalistes, il refuse de montrer qu'elle touche en vérité le système capitaliste dans son ensemble, monopoliste *et non monopoliste*. Il propose ni plus ni moins que, grâce à la « démocratie avancée », le système capitaliste revienne de son stade suprême à un stade antérieur, au stade concurrentiel.

Or la réalité historique et scientifique de notre temps, c'est que l'enjeu des luttes de classes actuelles c'est le maintien ou la suppression du système capitaliste lui-même, c'est l'instauration révolutionnaire du socialisme. Là, exclusivement, se trouve la fidélité au léninisme.

La ligne du Parti « communiste » français est une ligne qui refuse de préparer la révolution ; elle se fonde sur l'opportunisme de droite ; elle substitue au rôle dirigeant et à la force principale de la révolution prolétarienne, à savoir la classe ouvrière, un rôle décisif offert à la petite et moyenne bourgeoisie. Ecoutez donc Marchais : « *Nous sommes déterminés à tout faire pour renforcer encore notre activité politique et idéologique dans les entreprises*, notamment (souligné par nous, H.R.) *parmi les employés, les ingénieurs, cadres et techniciens.* » C'est un aveu ! Ces couches relativement privilégiées intéressent bien davantage le Parti révisionniste... que la classe ouvrière.

Vous comprenez, camarades travailleurs, français et immigrés, pourquoi dans votre usine le représentant du P. « C. » F. n'est autre que votre chien de garde et d'exploitation, le contremaître, le chef d'atelier ou même l'ingénieur ! Et du même coup, vous comprenez pourquoi sont accusés de « *gauchisme* » tous les ouvriers avancés qui aspirent à développer la lutte de classes de manière prolétarienne, rejetant la collaboration de classes pour lui substituer l'action « *classe contre classe* ».

« *Nous continuerons à démasquer les activités provocatrices de division des groupes gauchistes qui... se manifestent encore ici et là* », s'écrie Marchais à l'encontre de tout travailleur s'en tenant à l'idéologie et aux principes du prolétariat. Le premier dirigeant du Parti révisionniste joue ainsi correctement son rôle de « *commis de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers* ».

Mais il n'a en tête qu'une ambition forcenée, celle qui fit dégénérer Thorez : « *La vocation de notre Parti, comme parti politique marxiste-léniniste et j'ajouterai* comme parti de gouvernement... ». Il se voit déjà ministre ou vice-président du Conseil d'un gouvernement de « démocratie avancée » ! Non, Messieurs les nouveaux sociaux-démocrates usurpant le titre de « *communistes* », la vocation d'un authentique Parti marxiste-léniniste, ce n'est pas de participer à un gouvernement bourgeois dans le cadre d'une démocratie conservant un contenu de classe capitaliste, c'est de préparer et de faire triompher la révolution prolétarienne !

Et Marchais de s'en prendre à la C.F.D.T. « *qui met directement en cause plusieurs thèses du Manifeste de Champigny* ». La Confédération, avec laquelle sans nul doute les marxistes-léninistes conservent nombre de divergences, ne serait-ce que sur le problème de l'autogestion, a commis l'impardonnable en proclamant que « *lutter pour une démocratie avancée revient à esquiver la question du socialisme et qu'au demeurant une telle démocratie avancée apporterait un faible changement au sort des travailleurs* ». Sur cet avis précis, nous pensons que la C.F.D.T., peu suspecte de « *gauchisme* », a une position juste et qu'elle agit positivement en critiquant la camelote révisionniste de Marchais et de son faux Parti communiste.

Pourquoi, en vérité, cette Conférence nationale sur l'activité de ce Parti dans les entreprises ?

Simplement parce que la bourgeoisie capitaliste a de plus en plus besoin que soient déviées les luttes, freinée la combativité ouvrière, entravé le mouvement révolutionnaire de masse. Jadis, elle recourait en pareil cas à ses loyaux gérants, les socialistes S.F.I.O., de Blum ou Guy Mollet. Mais aujourd'hui les fantoches sociaux-démocrates n'ont plus l'autorité nécessaire pour agir efficacement au sein de la classe ouvrière. Aussi la classe dominante recourt-elle, pour la même triste et sale besogne, à ceux qui conservent encore une certaine influence dans les rangs ouvriers, les dirigeants qui ont livré le Parti communiste à l'idéologie petite-bourgeoise du révisionnisme moderne, pour un plat de lentilles... c'est-à-dire pour l'éventualité de quelques portefeuilles de ministres dans un gouvernement de « *démocratie avancée* ».

Or, la crise du monde capitaliste est cette fois plus profonde et plus insoluble que celles qui l'ont secoué au cours de la première moitié du 20e siècle. Tout laisse prévoir des développements irréversibles d'une ampleur nouvelle, la question de la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour. Aussi, dans les entreprises, bastions de la classe ouvrière, les marxistes-léninistes, sans sectarisme ni opportunisme, s'adressant à leurs frères de classe, ont le devoir de démasquer impitoyablement la duplicité révisionniste du fameux « *programme démocratique d'union populaire* ».

C'est seulement sous la direction de la classe ouvrière, éclairée par son avant-garde marxiste-léniniste organisée, que les travailleurs pourront avancer efficacement et sérieusement sur la seule voie menant au socialisme, celle de la révolution prolétarienne et de l'instauration de la dictature du prolétariat.

Gaston LESPOIR.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

SOCIETE UNIPOL A MARSEILLE

La nouvelle direction de buveur de sang de la société Unipol qui produit du savon et des graisses végétales envisage de licencier 228 travailleurs. Les usines du groupe occupent actuellement 2 000 ouvriers dont 1 500 à Marseille. Les travailleurs se sont rassemblés pour décider de l'action.

NON aux licenciements !
NON au chômage !
Occupation des usines.

SAINT-GOBAIN A LAGNIEU (Ain).

700 ouvriers débrayent 3 heures pour leur salaire, jeudi 25 et vendredi 26 novembre.

Pas de salaire inférieur à 1 200 F !
Saint-Gobain peut payer !

CONTINENTAL-GARNIER A COLOMBES

Sur un effectif de 880 travailleurs actuellement réparti à Colombes, Lyon et Paris, la direction a informé le personnel du licenciement de 415 travailleurs d'ici 1973. Ces exploiteurs envisagent la fermeture de l'usine de Lyon (200 salariés) et des licenciements à Colombes, peut-être la fermeture. Les travailleurs des usines de Lyon et Colombes ont débrayé le 23 novembre 1 heure pour protester contre les licenciements.

Aux licenciements ripostons par l'occupation des lieux de travail.

NAPHTA-CHIMIE A MARTIGUES-LAVERA

Les 80 ouvriers du service expédition sont en grève pour une révision de leur classification.

Pas de salaire inférieur à 1 200 F !

AU CREUSOT ET A MONTCHANIN

Les métallos débrayent massivement le 23 novembre pour leurs revendications.

S.G.C.I. A DINAN (Côtes-du-Nord)

Contre la fermeture de la Société de Constructions Industrielles les 256 travailleurs ont organisé un meeting groupant 1 000 manifestants le 19 novembre. Des commerçants ont fermé par solidarité.

NON aux licenciements !
Occupons les usines !

ARDENNES

15 000 travailleurs débrayent pour l'augmentation des pensions et retraite et pour la retraite à 60 ans.

RENAULT-BILLANCOURT

Contre la suppression d'une centaine d'emplois sur les 250 que compte la division du machinisme agricole de la Régie Renault, une assemblée générale s'est tenue en vue de décider de l'action.

NON aux licenciements !

UNITE D'ACTION de tous les travailleurs de la R.N.U.R.

Les travailleurs du département Machine-outils et d'entretien de la R.N.U.R. à Billancourt débrayent pour exiger l'annulation des sanctions prises à l'encontre de deux ouvriers qui refusent le travail du samedi et du dimanche.

C.I.M.T. A SAINT-PIERRE-MONTLIMART (Maine-et-Loire)

Les ouvriers de la Compagnie Industrielle Française de Tubes Electroniques débrayent contre une diminution de salaire de 12 % environ.

FROMAGERIE BESNIER (ORNE)

EXIGEONS LA REINTEGRATION IMMEDIATE DES DIX-SEPT OUVRIERS LICENCIES

Le patron de la fromagerie Besnier croit avoir trouvé une solution commode pour se débarrasser des dix-sept ouvriers en grève pour imposer le respect du droit syndical : il a purement et simplement licencié tous les grévistes ! Mais qui sème le vent récolte la tempête, il l'apprendra à ses dépens. Car l'arbitraire scandaleux de cet exploiteur ne peut que renforcer la solidarité de la classe ouvrière et sa détermination dans la lutte.

Réintégration immédiate des dix-sept licenciés !

A bas l'exploitation capitaliste !

OLORON :

CENT VINGT SIX TRAVAILLEURS AU BORD DU CHOMAGE

Les Etablissements Boulanger d'Oloron (Pyrénées Atlantiques) qui travaillent pour l'électronique ont déposé leur bilan ce qui prive de travail 126 ouvriers.

D'après la presse bourgeoise le patron ne pouvait plus faire face à la situation et travaillait sans faire de bénéfices ?

Beaucoup de pleurs sont versés sur le sort de ce pauvre patron qui ne doit sûrement pas se retrouver sur la paille, mais pas un mot n'est dit sur les travailleurs qui n'ont plus qu'à crever de faim. Se retrouver sans boulot et sans possibilité d'en trouver à Oloron où la situation de l'emploi est déplorable (il y a quelques temps déjà une usine de couverture a fermé ses portes laissant sans emploi 30 ouvrières et d'autres menacent d'en faire autant) ainsi que dans sa région signifie chômage et misère.

Mais les ouvriers de chez Boulanger n'ont pas l'intention de se laisser marcher sur les pieds et de faire cadeau au patron de l'argent qu'il leur doit ; ils occupent l'usine pour une durée indéterminée, jusqu'au paiement de leur dû et jusqu'à la réouverture de l'usine.

VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE CHEZ BOULANGER !

Correspondant H.R.

LAITERIE COPLAIT (IVRY) QUAND LES BONZES C.G.T. SABOTENT LA GREVE

Devant le mécontentement des travailleurs, les délégués syndicaux ont été contraints de faire une réunion générale des travailleurs le 28 septembre, ces derniers exposant brièvement les raisons de leur mécontentement : bas salaires, cadences infernales, horaires irréguliers, mensualisation. Après une heure de discussions entre travailleurs, les délégués ayant pris note des revendications, sont partis rencontrer la direction et traiter avec celle-ci, oubliant de revenir consulter les 80 travailleurs présents à la réunion.

Ce n'est que trois jours après que nous avons appris la trahison : la direction avait accordé une augmentation générale des salaires de 5 %, ce qui faisait environ 45 F pour le gars qui travaille sur la chaîne et 400 F pour le directeur ; bel exemple de lutte de classe, n'est-ce pas ? Mais ce n'est pas tout, la trahison n'étant jugée suffisante, la direction avait accordé ces 5 % en précisant bien qu'il n'y aurait plus d'heures supplémentaires pour les horaires : *les 40 heures AVEC DIMINUTION de salaires !*

Devant un tel résultat, la fièvre monte et les horaires parlent de se mettre en grève ; les délégués apprenant la chose interviennent pour calmer l'atmosphère et firent une réunion à la cantine pour le lendemain 15 heures. Le lendemain à 15 heures, il y avait une vingtaine de gars à attendre les délégués quand tout à coup le chef du personnel se dirige vers nous et nous dit qu'il est impossible qu'il y ait réunion syndicale, il serait le premier informé ! Ce qu'il oublie de préciser, c'est que la direction et les délégués ont organisé la rencontre le matin à 10 heures et ont conclu un accord sur le dos des travailleurs : augmentation de 0,25 F de l'heure pour les caristes et 0,20 F pour les machinistes ; rien pour les manœuvres (aux dernières nouvelles, le patron aurait cédé 0,25 F pour les manœuvres).

Résultat : les 5 % d'augmentation plus les 25 ou 20 centimes de l'heure se traduisent par une perte de salaire de 100, 120, 150 ou 200 F à la paye d'octobre pour les horaires.

Précisons que (pour mieux arranger la sauce sans doute) un délégué fédéral était présent à chacune des rencontres avec la direction.

Désormais camarades, nous ne les désignerons plus comme délégués mais comme des traîtres à la classe ouvrière.

A bas le capital exploiteur et ses serviteurs, les syndicats traîtres !

Organisons-nous à la base et dans l'action ! *Correspondant* H.R.

PARTOUT EN EUROPE LE PROLÉTARIAT INTENSIFIE SON COMBAT !

RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE ALLEMANDE :

UNE CONSCIENCE DE CLASSE QUI GRANDIT

Une fois de plus, la classe ouvrière allemande apporte un cinglant démenti à ceux qui la disaient (qui la voulaient !) « intégrée », « sage », « consciente de ses responsabilités dans la société » et patati et patata... !

Car tout ne va pas pour le mieux dans l'Allemagne « socialiste » et « florissante » du Prix Nobel de la Paix : chômage, licenciements, hausse énorme du coût de la vie, voilà ce qu'apporte à la classe ouvrière et aux masses travailleuses allemandes la politique si « sociale » de Brandt, Schiller et compagnie.

C'est pourquoi, face à la détérioration permanente de leurs conditions de vie, 120 000 métallos du Bade-Wurtemberg ont obligé l'I.G.-Metall, syndicat de collaboration de classe par excellence, à déclencher la grève. Les dirigeants « socialistes » de ce dernier crèvent de peur que le mouvement ne fasse tache d'huile et démasque le gouvernement Brandt pour ce qu'il est : le serviteur des grands trusts allemands. Le nouveau secrétaire du Parti libéral a même eu le toupet d'appeler la classe ouvrière à « ne rien faire qui puisse gêner le plus grand chancelier que les travailleurs aient eu la chance d'avoir ! ».

A la grève, le patronat, sûr de la docilité des dirigeants syndicaux, a répondu par le lock-out. Mais les ouvriers ne se sont laissé ni intimider, ni diviser, et c'est maintenant 360 000 travailleurs de 544 entreprises qui sont entrés dans la lutte. Fait nouveau, de nombreuses grèves d'employés se sont organisées spontanément en solidarité avec la lutte des métallos.

Car, bien entendu, l'I.G.-Metall s'est bien gardée d'appeler à cette solidarité. Elle a fait mieux encore pour se démasquer aux yeux des travailleurs :

Alors que la revendication à la base était de 15 % d'augmentation des salaires, parvenue au sommet de la hiérarchie syndicale, elle s'était déjà mystérieusement transformée en 11 %. Mais c'était encore trop pour le président de l'I.G.-Metall, Otto Brenner, qui vient humblement de proposer au patronat de reprendre les négociations sur la base de 7,5 %. Ce dernier, quant à lui, fait la sourde oreille et propose royalement... 4,5 % ! Alors que l'augmentation du coût de la vie est estimée à près de 8 % !

Mais les yeux s'ouvrent devant les trahisons successives. Alors qu'en 1953, l'I.G.-Metall organisait 63 % des métallos allemands, en 1970 ce chiffre était tombé à 45 %. Entre temps, les grandes grèves « sauvages » de 1963 et 1969 ont fait grandir la conscience de classe des ouvriers allemands. Et maintenant, ils sont de plus en plus nombreux à l'affirmer : « Pendant des années nous nous sommes laissés berner par les capitalistes et leurs valets du D.G.B. Aujourd'hui, ce petit jeu est terminé ».

Seule la lutte paie : les ouvriers de R.F.A., eux aussi, le comprennent de mieux en mieux.

D'un correspondant H.-R. en Allemagne.

GRANDE-BRETAGNE :

CONTRE LA GUERRE COLONIALE EN IRLANDE ! CONTRE LE CHOMAGE ORGANISE PAR LE CAPITAL ! CLASSE CONTRE CLASSE !

Les capitalistes britanniques, eux aussi, sont inquiets. Leur tentative de faire payer à la classe ouvrière et au peuple d'Angleterre et d'Irlande les frais de la crise économique qui menace, se heurte à une détermination de lutte qui les effraie. Jamais les vagues de grèves n'ont été si nombreuses et si puissantes. L'adoption par le Parlement d'une loi anti-grève ultra-réactionnaire n'y a rien changé. C'est que le chômage atteint un chiffre record outre-Manche : un million de chômeurs recensés, soit 4 % de la population active ! A la lutte contre le chômage et pour ses conditions de vie et de travail, la classe ouvrière anglaise joint la lutte de solidarité avec le peuple irlandais. « LES TROUPES BRITANNIQUES HORS D'IRLANDE, IMMEDIATEMENT ! »

C'est là une exigence qui monte dans la classe ouvrière britannique. Le 5 septembre, plus de mille travailleurs sont descendus dans les rues du centre de Londres en scandant ce mot d'ordre, répondant à l'appel du Parti Communiste d'Angleterre (Marxiste-Léniniste).

Celui-ci explique inlassablement — et il est de plus en plus écouté — que la situation en Irlande est celle d'une guerre coloniale menée par l'impérialisme britannique pour garder sous sa botte le peuple irlandais et que la classe ouvrière et le peuple d'Angleterre ne peuvent avancer sur le chemin de leur libération sans lutter fermement au côté du peuple irlandais contre l'ennemi commun : les monopoles impérialistes britanniques.

PLESSEYS MONTRE LA VOIE

Dans le Dumbartomshire, les usines d'électronique Plesseys sont occupées par 200 ouvriers qui exigent le maintien de leur emploi. Quand les 700 ouvriers de l'usine reçurent leur compte, les travailleurs déclenchèrent la grève sur le tas pour bloquer le départ des produits et des machines. Pendant ce temps, les travailleurs de la région organisaient le soutien en argent et en nourriture des grévistes. Comme ceux des chantiers de la Clyde, en Ecosse, les travailleurs de Plesseys ont montré que l'arme de la classe ouvrière c'est sa détermination inflexible et sa solide unité.

C'est de la même façon qu'entendent lutter les 1 500 grévistes qui, par leur grève, bloquent le port de Londres pour exiger la réintégration d'une cinquantaine d'entre eux, arbitrairement licenciés, comme les centaines de milliers de chômeurs qui, le 25 novembre dernier, se sont durement affrontés aux flics pour imposer leur droit au travail.

D'après « The Worker », organe du Parti Communiste d'Angleterre (Marxiste-Léniniste).

BELGIQUE :

POUR LA CLASSE OUVRIÈRE, L'HEURE EST AU COMBAT

Le lundi 15 novembre, 6 000 employés de la sidérurgie liégeoise se sont mis en grève. Fondamentalement, ils luttent pour leurs salaires. Il y a, en effet, une grande fusion dans la sidérurgie liégeoise avec constitution d'un monopole de dimension mondiale, Cockerill.

Les conditions de travail et les salaires étaient différents dans chacune des entreprises. Puisque celles-ci forment maintenant une seule grande entreprise, il est logique que les salaires et conditions de travail soient analogues. C'est également l'avis des patrons, mais ceux-ci estiment que l'égalisation devrait se faire... par le bas ! Les travailleurs, quant à eux, sont décidés à ne pas céder et exigent l'alignement par le haut.

Bien d'autres problèmes existent dans toutes les divisions Cockerill pour les ouvriers et les employés et notamment celui de l'emploi. En dix ans, dans ce trust, 11 000 ouvriers ont perdu leur emploi. Dès à présent, on laisse planer la menace de 1 000 licenciements pour les jours à venir. Tout cela crée depuis longtemps une situation explosive dans la sidérurgie liégeoise. Alors, pourquoi ne pas avoir regroupé toutes les revendications et être partis tous ensemble, dans l'unité, ouvriers et employés ?

Quelle force les travailleurs n'auraient-ils pas eue !

Mais, comme aux laminoirs de Jemmappes où les ouvriers de l'entretien achèvent leur 5e semaine de grève, les syndicats de collaboration de classe, F.G.T.B. en tête, font tout pour éviter l'extension du mouvement pour ne pas rompre la fameuse « paix sociale », en prétendant qu'il faut se contenter d'une simple « solidarité morale » à l'égard des grévistes.

Il n'empêche que, débordant ces mauvaises sirènes, il y a maintenant 25 000 sidérurgistes liégeois qui ont cessé le travail et multiplient les manifestations.

Les grèves et les manifestations n'ont jamais été si nombreuses en Belgique. Patronat et gouvernement s'en inquiètent. D'autres signes aussi les angoissent : plus d'un million de travailleurs ont récemment refusé de participer à la comédie électorale, c'est-à-dire TROIS FOIS PLUS que lors des précédentes élections !

Dans la commune de Pâturages, près de 25 % des électeurs ont voté nul. Le soir du résultat, à la Maison du Peuple, on ne parlait que de ce raz de marée. La plupart des bulletins annulés portaient une de ces inscriptions : « Parti communiste marxiste - léniniste de Belgique », « Vivent Mao et Enver », « Vive la Révolution prolétarienne » !

Les fidèles valets de la bourgeoisie, les révisionnistes, ont perdu 7 000 voix. C'est peu, diront certains, mais il faut remarquer qu'ils n'ont déjà plus grand-chose à perdre. Pour un parti qui veut « conquérir » le pouvoir par la voie des élections, c'est d'une vraie marche au tombeau qu'il s'agit !

Se détournant de ces renégats, la classe ouvrière belge avance résolument sur le chemin qui conduit à sa libération : classe contre classe !

(D'après *Clarté*, organe central du Parti communiste marxiste - léniniste de Belgique.)

Partout en Europe les grands monopoles capitalistes se débattent dans les difficultés d'une crise économique générale dont la montée se précise, menaçante pour la sécurité de leurs profits.

Partout ils tentent désesperemment de resserrer l'étau de leur exploitation sur la classe ouvrière et les masses travailleuses qu'ils saignent à blanc, augmentant sans cesse les cadences, diminuant leur pouvoir d'achat, organisant un chômage massif pour tenter de contenir la colère ouvrière qui gronde.

Mais partout la classe ouvrière est dressée pour secouer le joug de ses exploiteurs. Partout elle démasque de plus en plus clairement ses faux représentants révisionnistes et réformistes qui tentent de briser ses luttes et de la conduire à l'impasse.

Mais partout, de plus en plus souvent, elle se bat sur de justes positions de lutte classe contre classe. Et elle enregistre des victoires, et elle tire les leçons de ses échecs pour repartir à l'assaut.

La classe ouvrière de France doit tirer les enseignements des luttes de ses frères de classe : de la violence révolutionnaire des ouvriers espagnols, de la construction de l'unité de lutte de classe des ouvriers italiens, de l'organisation de la lutte de chômeurs anglais. Car son combat est solidaire du leur et son but est le même : Renverser le système d'exploitation de l'homme par l'homme et construire avec le socialisme un avenir rayonnant.

A BAS L'EXPLOITATION CAPITALISTE !

VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN !

ITALIE :

L'ASPIRATION A L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE S'EXPRIME PUISSAMMENT

Les formidables vagues de grève déclenchées en Italie durant toute l'année 1968 se poursuivent sans interruption depuis lors. Qu'on en juge pour la simple période actuelle : près de 2 millions d'ouvriers agricoles en grève le 26 novembre. 30 000 dockers ont paralysé la semaine précédente le trafic des 148 ports et des Iles. 22 000 ouvriers en grève aux établissements Alfa-Roméo de Milan. 24 heures de grève pour les ouvriers et employés des services publics, multiples débrayages dans les industries métallurgiques de Milan et de Rome. Les 29 et 30 novembre, 48 heures de grève pour les fonctionnaires. Le 5 décembre, ce sont les cheminots qui, à leur tour, cesseront le travail.

Ce sont ces puissantes luttes de la classe ouvrière italienne que *l'Humanité* du 27 novembre mentionne dans un bref entrefilet sous le titre : « Malaise social en Italie ». C'est que les revendications de la classe ouvrière italienne portent toutes sur des points qui unifient l'ensemble des travailleurs : refus des cadences infernales, des horaires démentiels, des salaires au rendement, et qui s'opposent directement à la politique de leurs collègues révisionnistes du Parti « communiste » italien. Pour le plus grand bonheur des capitalistes italiens, ces derniers se sont en effet prononcés sans ambiguïté en faveur d'une intensification de la production « tout en s'efforçant d'humaniser les relations industrielles », comme dit si joliment leur organe, *L'Unita*.

Mais la classe ouvrière italienne a compris depuis longtemps que, dans son combat, elle ne devait compter que sur elle-même. Depuis 1968, un extraordinaire bouillonnement se développe dans les usines. Les ouvriers ont littéralement fait voler en éclat les structures syndicales qui prétendaient freiner leur détermination en maintenant entre eux des divisions artificielles. Ils ont fait éclater les

sections syndicales traditionnelles qui les cloisonnaient et isolaient travailleurs syndiqués et non syndiqués et se sont regroupés, tous unis à la base et dans l'action, en de multiples comités de lutte unitaires englobant les anciennes sections syndicales.

Ils ont élu partout des milliers de délégués ouvriers, responsables devant la base des travailleurs et non devant les appareils syndicaux. L'assemblée ouvrière de tous les ouvriers d'atelier est devenue la structure de base et contrôle étroitement le travail de coordination.

Les trois confédérations syndicales italiennes : C.G.I.L. (révisionnistes), C.I.S.L. (démocrates-chrétiens réformistes) et U.I.L. (sociaux-démocrates), se sont donc retrouvées un beau matin, stupéfaits, dans la position incofortable d'états-majors sans troupes.

Il ne faut pas voir d'autre signification à leur hâtive réunification sur une plate-forme ultra-réformiste, que la tentative désespérée de récupérer un mouvement de masse dont la puissante aspiration unitaire les a bousculés, débordés, abandonnés à leurs fausses querelles sur la meilleure façon de mener les luttes ouvrières à l'impasse.

Le grand patronat italien fonde beaucoup d'espoir sur cette tentative de reprise en main de la classe ouvrière, mais sa déception sera rude : ce n'est pas une unité sans principe que les travailleurs forgent dans la lutte mais la seule véritable, l'unité classe contre classe qui les balaiera définitivement.

Espagne :

GRÈVES INSURRECTIONNELLES EN CATALOGNE

LA VÉRITÉ SUR L'ESPAGNE DE FRANCO

— Industrie stagnante depuis 1931 (sauf pour l'automobile) ;
— Agriculture dominée par les seigneurs féodaux : sur 50 millions d'ha de terres cultivables, 30 millions restent incultes ;
— Importations supérieures de 70 % aux exportations ;
— 70 % des investissements en Espagne sont américains ! Les réserves financières du gouvernement « espagnol » sont à Washington ;
— Tout cela, c'est la misère pour la classe ouvrière et le peuple qui luttent de plus en plus durement : plus de 1 000 grèves en 1970.
— Aussi, la répression fasciste sévit :
— 500 000 flics de tous genres,
— 35 000 soldats yankees répartis dans trente bases sur le territoire.
Et c'est de cette situation catastrophique que Schuman, ministre français des Affaires Etrangères, se réjouissait récemment, à Madrid, en saluant « le dynamisme exceptionnel d'une économie en pleine expansion » !

Depuis le 18 octobre, la classe ouvrière de Barcelone, soutenue par l'ensemble des couches populaires, a entrepris une bataille frontale contre la dictature franquiste. Ce jour-là, les 6 000 ouvriers du tour du matin occupent la grande usine d'automobiles SEAT dès 5 heures, en exigeant la réintégration de 23 camarades congédiés depuis plusieurs mois sans aucun fondement légal. La direction appelle la police qui encercle l'usine avec de forts contingents à cheval et des véhicules blindés pourvus de lances à incendie. Les ouvriers se bousculent dans l'entreprise. Arrosés d'une pluie de grenades lacrymogènes par la police, ils tentent une sortie en force. Débordée, la police tire : *Antonio Ruiz Villalba, atteint de sept balles dans le ventre, mourra le 1er novembre.*

Après une résistance de trois heures, l'entreprise est fermée : lock-out !

Entre-temps, des milliers de travailleurs du tour de l'après-midi, auxquels s'étaient joints des centaines de personnes alertées par l'Opposition Syndicale Ouvrière et autres organisations antifascistes, manifestent dans la Gran Via. A la hauteur de la rue Urgel, la police tire plusieurs rafales dans la foule. Des nouveaux blessés. Mais les manifestants reviennent à la charge. Ils réussissent à occuper les locaux des syndicats fascistes. Là, une assemblée vote la grève. Plusieurs autres usines s'y joignent. Le ton monte. Les délégués des « commissions ouvrières » (liées aux révisionnistes de Carrillo) essaient de « calmer » les ouvriers, de freiner leur élan : « Pas de provocation, camarades ! Lions-nous les mains avec des ficelles pour montrer notre désir de non-violence ! Evitons de déclencher la répression policière ! » Ils se font huer. Les ouvriers, qui viennent d'être mitraillés, ont appris la leçon.

Le mardi 19, il y a des arrêts de travail dans de nombreuses usines. Une manifestation avec forte participation féminine (l'Union Populaire des Femmes y avait appelé) défile devant les locaux de la C.N.S. (le syndicat fasciste). A 13 heures, des ouvriers et des étudiants se rassemblent sur la Plaza Universidad. La police intervient très violemment. Le soir, une réunion coordinatrice réunit plus de 20 grandes entreprises métallurgiques. L'Opposition Syndicale Ouvrière (O.S.C.) arrose de tracts toute la banlieue, appelant à la grève.

Le 20, des dizaines de milliers de travailleurs observent des arrêts de travail. Des manifestations ont lieu à la Zona Franca (où se trouve la SEAT) et au quartier de Gracia. Les réverbères de la ville restent allumés tout le temps car les «faroleros» de la Municipalité se sont joints à la grève. Ils le resteront huit jours.

Le 21, les grèves continuent. A la grande entreprise CISPALSA, les ouvriers tentent l'occupation de l'usine. La police intervient, l'usine est fermée. Trois manifestations ont lieu. Le vendredi 22, le lock-out est levé pour le tour de l'après-midi. Ils rentrent dans l'usine, se réunissent en assemblée et votent la grève sur le tas.

Le samedi 23, l'agitation se développe. Des manifestations ont lieu un peu partout. Le soir, à la Plaza Cataluña, des milliers de personnes occupent tout le centre de la ville et tiennent tête à la police pendant plusieurs heures, scandant : « Franco assassin », « Solidarité avec SEAT », « République populaire », etc. La succursale commerciale de SEAT au Paseo Maragall est incendiée par les manifestants.

Le dimanche 24 ne marque pas de trêve : des commandos donnent l'assaut à tous les magasins SEAT à Barcelone. Les bourgeois partant en week-end n'ont pas de répit : des slogans antifascistes ornent les nombreuses banderoles placées sur toutes les routes de la province... Du côté ouvrier, on s'organise : une caisse de secours est organisée, les collectes se multiplient, l'assemblée des ouvriers de SEAT lance un appel à la solidarité internationale, aux ouvriers de FIAT, de RENAULT.

Le lundi 25, le tour du matin est autorisé à rentrer au travail. Ils refusent et appellent à l'extension de la grève. C'est l'affrontement à nouveau. Des manifestations de masse, qui reçoivent le renfort considérable des comités de quartier (C.O.B.) défilent avec des pancartes et des drapeaux rouges. Des nouvelles entreprises se mettent en grève. A l'entreprise INDO a lieu une assemblée avec la participation de plus de 400 travailleurs qui unissent leurs revendications à la solidarité avec SEAT. La direction riposte en décidant la mise à pied de 12 d'entre eux. Elle essaie même d'acheter un leader de l'usine, en lui offrant 100 000 pesetas. Il refuse et est congédié. Les ouvriers se mettent tous en grève.

Un mot d'ordre de grève générale est lancé et appuyé par les différents courants antifascistes de la Catalogne. Le vendredi 29, des dizaines de milliers de travailleurs sont en grève. Mais ils ne se bornent pas à faire la grève : ils manifestent, ils affrontent la police, ils débordent le pacifisme des « commissions ouvrières », ils scandent des slogans contre la dictature et ses maîtres yankees. Les conducteurs d'autobus s'unissent à la grève. La ville est paralysée pendant trois jours.

Quelques « inspecteurs » essaient de briser la grève : ils se font casser la gueule. L'O.S.O. de Barcelone, le Comité de Catalogne du Parti Communiste d'Espagne (marxiste - léniniste) et autres organisations antifascistes ont distribué des milliers de tracts appelant à la solidarité avec SEAT et au renforcement de la lutte.

Le 30 octobre, deux nouvelles manifestations, qui portaient des pancartes du *Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriote* (F.R.A.P.), en solidarité avec SEAT, ont lieu. Les manifestants scandaient aussi des slogans contre les yankees, contre la monarchie et pour une République populaire.

Le 2 novembre, les ouvriers de la SEAT sont rentrés dans l'usine. Pour la direction, ils reprenaient le travail. Mais pour les ouvriers, ils réorganisent leur lutte : ils n'oublient pas que l'un des leurs est mort. Et moins d'une semaine après la « reprise », de nouvelles grèves éclataient à la SEAT et dans d'autres entreprises de Catalogne. La détermination des ouvriers catalans épaule ainsi fraternellement celle des mineurs asturiens qui, malgré les menaces de toute sorte, achèvent leur deuxième mois de grève.

Quelque chose est ainsi changé en Espagne. Contre l'exploitation des patrons, contre le terrorisme yankee - franquiste, la classe ouvrière s'est dressée et a fait face. Derrière, dépassé, reste le pacifisme conciliant des « commissions ouvrières ». Devant est désormais grand ouvert le chemin dur, long, héroïque, qui mène à la libération.

(*D'après les informations de l'Agence de Presse « Espagne Populaire ».*)

S.N.C.F. :

EXTENSION DES DROITS SYNDICAUX ?

La répression, politique, syndicale, ce n'est pas seulement des affaires à sensation exploitées par certains journaux « d'opposition » ou de « gauche ». Comme le montre *H.R.*, pour les travailleurs, elle se manifeste souvent beaucoup plus discrètement. Elle n'en est que plus sournoire ! plus dangereuse !

En voici un exemple : des représentants du personnel, dans un compte rendu de comité mixte, s'interrogent sur la responsabilité des dirigeants locaux dans la mauvaise organisation du travail des agents : « Mauvaise volonté... ou simplement incompétence... ? » (de ces dirigeants).

Que cela ne leur ait pas plu, nous nous en doutons : en système capitaliste, l'ouvrier n'a qu'à la boucler et c'est un crime d'oser émettre un jugement sur ses chefs.

Ce qui est plus grave, c'est les moyens employés pour réprimer :

— Convocation individuelle des délégués pour isoler le plus combatif à qui l'on fait des menaces de sanctions pour tract injurieux.

— Punition des agents pour les moindres fautes en faisant comprendre que c'est à cause de leurs délégués qui ont mis leur compétence en cause, et comme leur travail est de «diriger» et réprimer : ils répriment!

Face à la montée du mécontentement et des luttes, les paroles paternalistes, les quelques primes de ci, de là ne suffisent plus. L'administration au service du capital n'a plus qu'une solution : étouffer toute liberté d'action et d'expression par la menace et la force de tous ceux qui ne se contentent plus de discussions, négociations, etc.

A travers ces délégués, c'est toute la classe ouvrière qui est visée, on veut l'habituer à ces méthodes fascisantes. Mais les cheminots ne se laisseront pas intimider, ils savent que seule la lutte paie, qu'ils devront se battre pied à pied. Se taire c'est reculer. Accepter des compromis comme certains dirigeants syndicaux c'est trahir les intérêts de la classe ouvrière. (Est-ce cela l'extension des droits syndicaux marchandée dans le dos des travailleurs lors des négociations ?) Et l'unité des travailleurs avec les cadres chère à Séguy ? Nous répondons : on ne transige pas avec des cadres qui emploient de telles méthodes !

A bas les manœuvres fascisantes !

Lutte unie de tous les travailleurs pour abattre le capital et ses valets.

Correspondant H.R.

Élections professionnelles à la R.A.T.P. :

Les moissons de la trahison

Après la récente grève du métro, il n'est pas sans intérêt d'examiner attentivement les résultats des élections professionnelles à la R.A.T.P. (réseaux ferré et routier) :

Conducteurs du métro :

Iscrits : 2 530. Votants : 1 801, soit *729 abstentions*. Exprimés : 1 452, soit *349 bulletins nuls*. Autrement dit, 1 078 conducteurs du métro ont refusé de choisir parmi ceux qui les ont trahi, leur montrant qu'ils ne valaient pas plus chers les uns que les autres. C'est là un signe de la prise de conscience des conducteurs du métro.

Les « *Autonomes* » : 848 voix ; la *C.G.T.* : 458 voix (perd environ 60 voix, soit environ 3 %) ; la *C.F.D.T.* : 113 voix.

Personnel d'exécution :

Inscrits : 26 572. Votants : 18 086, soit *8 486 abstentions*. Exprimés : 17 077, soit *1 009 bulletins nuls. 9 495 travailleurs renvoient les syndicats dos à dos.*

La *C.G.T.* : 8 713 voix (pertes sensibles d'environ 2 %) ; *F.O.* : 3 231 voix ; les « *Autonomes* » : 2 337 voix.

Ainsi, pour les catégories les plus exploitées de la R.A.T.P., on constate un fort courant (un peu moins de 40 %) n'ayant plus aucune confiance dans ceux qui se proclament leurs représentants. La C.G.T. subit un recul très net qui se confirme pour tous les autres syndicats sur l'ensemble des deux collèges.

Maîtrise et personnel de bureau :

Inscrits : 6 886. Votants : 5 415. Exprimés : 5 218. Pour cette couche, le taux d'abstentions et de bulletins nuls diminue.

La *C.G.T.* : 2 229 voix (*gain sensible d'environ 2 %*) ; *F.O.* : 1 640 voix (recul) ; la *C.F.D.T.* : 513 voix (gain).

Cadres :

Inscrits : 1 688. Votants : 1 348. Exprimés : 1 313. Taux d'abstention et de bulletins nuls le plus bas.

F.O. : 540 voix (recul) ; la *C.G.T.* : 421 voix (*gain d'environ 4 %*).

Conclusion : Alors que la C.G.T recule nettement chez les travailleurs, elle progresse très sensiblement dans les couches supérieures et tout particulièrement chez les cadres.

LE BRAS DROIT DE MARCELLIN

Sur proposition de Marcellin, un certain Jean Verdier vient d'être nommé préfet de Paris. Il n'est pas inintéressant d'examiner la carrière antérieure de l'individu !

Ancien collaborateur de Mitterrand, il a été pendant 5 ans — de 1957 à 1962, c'est-à-dire en plein pendant la guerre d'Algérie ! — directeur général de la Sûreté nationale. A son dernier poste, il occupait le fauteuil de la préfecture de la région Alsace et du Bas-Rhin. Il s'y est illustré en prenant un arrêté tristement célèbre en vertu duquel :

« Dans le périmètre de la commune urbaine de Strasbourg ainsi que dans les autres communes de plus de 2 000 habitants du Bas-Rhin, il est interdit de distribuer, à titre gratuit ou payant, des journaux, brochures, affiches, tracts, prospectus, dessins, photographies, aux abords des édifices du culte, des établissements d'enseignement, des casernes, des bâtiments administratifs, des terrains de sport et piscines, des expositions, des salles de spectacles, de fêtes et de réunions publiques, des grandes usines. La même interdiction s'applique à l'intérieur et aux abords des gares et marchés. »

Ouf ! on notera avec soulagement que la difussion demeure — provisoirement ! — gracieusement autorisée dans les bois et les champs du département !

En outre — car ce n'est pas tout ! —, les diffuseurs ne pourront « se réunir en groupes sur les voies, places et promenades publiques, y stationner ou y procéder à leurs opérations dans des conditions gênant le passage ; y provoquer, même non intentionnellement, des rassemblements quelconques ; y déposer ou jeter des écrits sur le sol, etc. »

Gageons qu'un préfet sous Vichy n'aurait pas fait mieux ! On comprend que le premier flic de France se soit adjugé ce collaborateur de choix... Il leur reste à comprendre que tous les arrêtés du monde et toutes les polices ne peuvent rien contre un peuple déterminé à balayer ses exploiteurs.

Correspondant *H.R.*

Aux biscottes PARÉ (Toulouse) :

Tout est bon pour réduire le salaire !

L'affaire a commencé par une augmentation-bidon. Le patron nous a augmenté de 10 centimes de l'heure mais en même temps il a augmenté les cadences et réduit les heures de travail. On fait donc maintenant 40 h par semaine pour 650 F en moyenne par mois et pour un travail exténuant. Comme ça ne devait pas lui suffire pour payer sa nouvelle chaîne de biscuits, le patron a inventé, ces deux derniers mois, l'histoire du « reliquat » :

Le jour de la paye, nous avons pu constater qu'il manquait 140 F à peu près sur notre salaire (sur 650 F, reste pas lourd !).

Dans le vestiaire, toute le monde se met en colère et nous décidons d'aller trouver le patron.

Nous nous sommes retrouvés une vingtaine dans les couloirs des bureaux. Les bureaucrates, méprisants, nous disent : « Ce reliquat, c'est normal, c'est un arrêt de compte... » (alors qu'on est toujours payés le 6 du mois).

Nous protestons :

« Nous voulons notre argent de suite, nous ne partirons pas d'ici avant ».

Après une demi-heure de réflexion, ils s'aperçoivent que « l'ordinateur » a fait une erreur.

Mais, bien entendu, il n'y avait pas d'argent pour nous payer de suite.

Nous avertissons le chef du personnel que si demain nous n'avons pas notre argent nous nous mettrons en grève.

Le lendemain, nous obtenons notre dû !

Tous les moyens sont bons pour nous voler, mais dans l'affaire on a vu que « unis, nous étions les plus forts ».

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION !

A BAS L'EXPLOITATION CAPITALISTE !

Correspondant H.-R.

Marcellin complice des fascistes portugais

Comme beaucoup de leurs camarades en France, deux Portugais qui travaillaient sur un chantier du boulevard périphérique ont refusé d'aller faire la sale guerre coloniale du Mozambique.

Comme ils ne voulaient pas aller au Portugal, le consulat des fascistes portugais a alerté les services de Marcellin. Après quelques semaines de recherche, la police est venue les embarquer sur le chantier pour les livrer à la police portugaise.

Aujourd'hui Marcellin ne se contente plus de livrer les réfugiés politiques aux polices fascistes d'Espagne ou du Portugal. Il fait recruter de force par sa police tous les ouvriers qui ne veulent plus servir les colonialistes portugais.

A bas la collusion Marcellin-clique fasciste portugaise !

L'U.D.R. AU PORTE A PORTE

Les contradictions au sein de l'U.D.R., parti dominant de la bourgeoisie, s'accentuent constamment. A preuve, les Jeanneney, Rousset et Cie qui sentant le vent tourner quittent le train en marche.

Nous avons un exemple précis de la décomposition des troupes du gaullisme : sur notre lieu de travail (bureau P.T.T.), un individu a fait du porte à porte dans le vain espoir d'enroler des pantins pour se rendre à un congrès « des gaullistes de gauche » (sic) à Paris. Perspective alléchante d'un voyage avec frais de séjour gratis. La claque ainsi organisée, « fait tapisserie » et se veut donner un aspect démocratique aux congrès autoritaires des représentants de la grande bourgeoisie monopoliste.

Ces méthodes fascistes de recrutement prouvent la pourriture de ces partis, et leur faiblesse militante.

L'immense majorité des travailleurs ne s'est pas laissée leurrer par cette démagogie. La bourgeoisie essaie de nous faire payer toujours plus durement le prix de sa crise inextricable. Mais les couches laborieuses, classe ouvrière en tête, conscientes de sa nocivité, réagissent chaque jour plus vigoureusement. Les grèves de ces derniers mois le prouvent.

La bourgeoisie aux abois, essaie par tous les moyens de corrompre la classe ouvrière.

A nous d'organiser les travailleurs pour la lutte à la base et dans l'action.

A bas la bourgeoisie ! Vive la révolution prolétarienne !

Un groupe de travailleurs des P.T.T.

(Lettre d'une ouvrière)

IL Y A DEUX CLASSES : LA BOURGEOISIE ET LE PROLETARIAT

Camarade,

Sais-tu pourquoi tu n'es qu'un simple ouvrier qui gagne durement ta vie ? Va donc demander la réponse à ceux qui dans leur vie « ont réussi ». Ils te diront, comme ils m'ont dit :

« Moi, quand j'étais jeune, j'ai commencé à zéro, et aujourd'hui, regardez, je suis directeur. Cela, pour vous démontrer que dans la vie, il y a deux sortes de gens : les médiocres et les débrouillards. Car ceux qui triment et ont du mal à joindre les deux bouts — s'ils y arrivent — ne sont que de pauvres idiots qui n'ont jamais su sortir du bourbier. »

Ainsi, toi, camarade, qui es exploité par cette vermine parce que tu as une famille à nourrir, parce que les 3/4 de tes maigres revenus te sont volés par l'Etat (impôts...), tu n'es qu'un esclave aux yeux de ces rapaces. Tu es un de ceux qui n'ont pas su « se débrouiller ».

Tu ne peux pas laisser sans réagir ces capitalistes t'exploiter et se moquer de toi. Non, camarade. Rejoins l'avant-garde marxiste-léniniste. Elle seule t'aidera à te venger de ceux qui aujourd'hui vivent de ta sueur et se rient de ton dos lourd de fardeaux. Elle seule saura abattre le capitalisme et ses valets !

Vive la lutte de tous les exploités !

Vive le communisme !

Une Femme qui cherche du travail.

NOUS NE T'OUBLIERONS PAS CAMARADE RUCHAUD !

L'année dernière, à Solférino dans les Landes, durant 88 jours, seize ouvriers agricoles avaient lutté contre l'exploitation éhontée que leur faisait subir M. le marquis de Rosambo. Parmi eux se trouvait Ruchaud qui était père de neuf enfants. Après la grève, Ruchaud chercha du travail. Et partout les patrons lui répondaient qu'il n'y avait pas de travail pour lui. Les désirs de M. le Marquis sont des ordres. Les jours passaient et peu à peu l'espoir abandonnait Ruchaud.

« Je ne veux pas d'un révolutionnaire sur mes terres... », voilà ce qu'entendit Ruchaud quelques heures avant de se donner la mort. Vous voilà satisfait marquis de Rosambo ! Nous ne doutons pas que vous oublierez vite ce mort-là, un ouvrier agricole c'est si peu de chose, n'est-ce pas !

Mais nous vous promettons bien que la classe ouvrière se chargera de vous rappeler le nom d'un des siens : Ruchaud !

Le P. C. F. et la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale

Une étude de Jacques JURQUET (5)

1925-1926

Contre la sale guerre du Rif (1)

Traitant du Parti communiste français dans ses rapports avec la lutte du peuple algérien pour son indépendance nationale, il n'est pas possible de laisser à part le remarquable combat historique mené contre la sale guerre colonialiste du Rif, sous prétexte que l'événement ne concernerait que le peuple marocain. En fait, l'agression militaire conduite par la bourgeoisie française contre les patriotes rifains d'Abd el Krim concernait à la fois tous les peuples de l'Afrique du Nord et le peuple français lui-même. L'action exemplaire de la section française de l'Internationale communiste associa étroitement aux militants français d'innombrables travailleurs immigrés du Maghreb, et parmi eux des milliers et milliers d'Algériens. Pour ces raisons historiques et dialectiques, nous allons relater sommairement ce que représente, dans l'histoire du Parti communiste (Section française de l'Internationale communiste), la guerre du Rif.

Les Rifains sont au Maroc des montagnards d'origine berbère, tout comme les Kabyles en Algérie. Fiers et courageux, ils s'étaient de tout temps dressés contre la domination étrangère, mais les régions occupées par leurs tribus n'en restaient pas moins convoitées par tous les impérialismes : espagnol, français, allemand, britannique en particulier. Après la guerre de 1914-1918, l'Espagne maintenait sa pression colonialiste sur le Rif, tandis que la France régnait par protectorat interposé sur de vastes régions du Maroc.

En 1924, les Rifains rejetèrent victorieusement l'oppression des troupes du dictateur espagnol Primo de Rivera. Mais se sentant menacé à son tour, le colonialisme français s'apprêta à faire cause commune avec son rival espagnol contre la « *rébellion indigène* ».

Abd el Krim, patriote doublé d'un habile tacticien militaire et politique, avait tenté de neutraliser pour le moins le gouvernement français en se rendant à Paris dans les premiers mois de l'année 1923. A cette occasion, soldée par un échec, il avait par ailleurs rencontrer un représentant du Parti communiste (S.F.I.C.), le député Berthon, déjà cité. L'entretien eut lieu au café « Mayeux », boulevard Saint-Michel, mais ne fut pas repris avant le départ de l'émir qui rentra au Maroc peu avant le mois de mai.

UNE ARDENTE CAMPAGNE ANTICOLONIALISTE

Toujours est-il qu'appliquant la juste ligne de l'Internationale communiste, le Parti français sut intervenir à temps et de manière juste en adressant le 10 septembre 1924 à Abd el Krim, victorieux des Espagnols, le fameux télégramme suivant :

« *Groupe parlementaire, Comité directeur du Parti communiste et Comité national des Jeunesses communistes saluent la brillante victoire du peuple marocain sur des impérialistes espagnols. Ils félicitent son vaillant chef Abd el Krim ; espèrent qu'après la victoire définitive sur l'impérialisme espagnol, il continuera, en liaison avec le prolétariat français et européen, la lutte contre tous les impérialistes, français compris, jusqu'à la libération complète du sol marocain. Vive l'indépendance du Maroc ! Vive la lutte internationale des peuples coloniaux et du prolétariat mondial !* » Pierre Semars signait pour le Parti, Doriot pour les Jeunesses.

Et le lendemain 11 septembre 1924, *l'Humanité* écrivait : « *Nous disons nettement que la comédie — mieux, la tragédie du Maroc — a suffisamment duré. Il faut évacuer aussi la zone française et donner la paix à un peuple qui n'a pas besoin de nous pour se diriger et s'occuper se ses propres affaires. Le Parti communiste a pris position. Il ne laissera échapper aucune occasion de rappeler au Bloc des Gauches que la guerre continue et qu'il n'y a pas de paix, d'inviter la classe ouvrière et paysanne de France à protester sans cesse contre la folie des expéditions coloniales.* »

Le 18 octobre 1924, Marcel Cachin proclamait dans le quotidien central du Parti : « ... *Plus que jamais contre les impérialismes assassins, il faut que les luttes armées pour l'indépendance des peuples coloniaux s'unissent aux luttes prolétariennes des métropoles... Nous sommes, nous, communistes, avec Sun Yat Sen* (1), *avec Abd el Krim, contre l'impérialisme radicalo - socialo - démocrate Blum-Herriot.* »

De leur côté, les colonialistes fourbissaient leurs armes, accéléraient la préparation d'une nouvelle agression

APPEL PUBLIÉ PAR L' « HUMANITÉ »

« O Musulmans, Abd el Kerim a vaincu le général Primo de Rivera, qui a été envoyé par les capitalistes pour voler les terres des Musulmans. Il faut que vous demandiez le départ des assassins de vos frères du Maroc. Soyez présents le 27 septembre, à 8 heures et demie du soir, à la Maison des Syndicats, 33, rue Grange-aux-Belles (métro Combat ou Lancry), et vous entendrez les discours du député de Paris Marcel Cachin et de vos frères Hadj Ali ben Abd el Kader et Mahmoud ben Lekhal. Et le Salut ! »

Appel en arabe publié dans l' « Humanité » du 27 septembre 1924.

contre les populations marocaines du Rif. Avant d'être remplacé à ses fonctions par le général Pétain, le général Lyautey déclarait : « *Il faut faire triompher l'Europe contre l'Afrique et le christianisme contre Mahomet.* » Et Poincaré, avant d'être démis de la présidence du gouvernement par le « *Bloc des Gauches* », s'opposait à toute discussion avec Abd el Krim en prétextant : « *On ne négocie pas avec un rebelle.* »

Le changement de majorité après les élections législatives consacrant la victoire du cartel des gauches n'avait d'ailleurs rien d'inquiétant pour la bourgeoisie impérialiste. En effet, le 29 mai 1924, le groupe parlementaire socialiste (S.F.I.O.) avait

L'émir Abd-el-Krim, chef prestigieux des patriotes rifains.

voté les crédits militaires destinés à préparer l'opération agressive colonialiste ultérieure. A l'époque, le Parti communiste (S.F.I.C.) avait popularisé la vérité sur l'ensemble de cette politique en révélant que sur 483 millions de francs investis au Maroc par « *la France* », 246 millions appartenaient à la « *Banque de Paris, et des Pays-Bas* » et le reste à d'autres sociétés capitalistes comme le « *Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie* ».

Les parlementaires socialistes, tout en accordant à Poincaré les armes nécessaires, avaient eu soin d'expliquer leur vote en prêtant au président du gouvernement l'intention de défendre la paix. De plus, ils avaient proposé l'ouverture de négociations avec Abd el Krim. Notons au passage que 32 ans plus tard, en mars 1956, le groupe parlementaire « communiste » observera une attitude en tous points comparable en accordant à Guy Mollet des pouvoirs spéciaux qu'il utilisera pour intensifier la guerre contre les patriotes algériens !

Mais en 1925, ce ne fut pas même Poincaré qui eut à appliquer la politique de la bourgeoisie capitaliste, puisque, portés au pouvoir, les socialistes et les radicaux s'en chargèrent avec empressement.

Au début de l'année 1925 se tinrent à Clichy les assises du 4e Congrès du Parti communiste (S.F.I.C.). Comme nous l'avons relevé en présentant l'intervention critique de Ho Chi Minh devant le 5e Congrès de l'Internationale (juin-juillet 1924), la question coloniale n'était apparue dans l'ordre du jour des Congrès du Parti français qu'à partir du 3e Congrès réuni à Lyon du 20 au 24 janvier 1924.

Le 4e Congrès, essentiellement orienté vers la bolchevisation du Parti et la constitution du Bloc ouvrier et paysan, ne consacra qu'une modeste partie de ses efforts au « *Rapport de la Conférence coloniale* ». Mais si mince apparaisse aujourd'hui l'intérêt du 4e Congrès pour ce point de son ordre du jour, il n'en demeure pas moins que la ligne alors avancée — et l'Internationale n'y était pas pour rien — était une ligne fondamentalement juste, rigoureusement léniniste. Il suffit de feuilleter la collection de l'époque des « *Cahiers du bolchevisme* » pour s'en convaincre. Au surplus, l'action concrète du Parti en cette période correspond étroitement à son élaboration théorique.

Dans le numéro 7 des « *Cahiers du bolchevisme* » daté du 2 janvier 1925 figure une étude intéressante du militant algérien « *El Djazaïri* » sous le titre : « *Le Parti communiste et la question coloniale* ». Nous ne pouvons la publier faute de place, mais une seule phrase que nous en extrayons permettra de juger de sa justesse : « ... *Ce serait une erreur de croire qu'il faut attendre la révolution communiste en Europe pour libérer la masse des peuples coloniaux du joug impérialiste. Ces peuples, exploités odieusement, ne demandent qu'à chasser immédiatement l'envahisseur...* »

Quelques mois plus tard, en juillet, André Marty abordait à son tour la question si brûlante du moment : «*Le Parti français devant la guerre* ». Dans une analyse remarquable de l'agression colonialiste française contre les populations du Rif, il stigmatisait au passage la « *gauche* » et plus spécialement les socialistes S.F.I.O., complices de la bourgeoisie : « ... *Chacun sait que les terres des colons ont été enlevées de force aux tribus. Pas plus tard qu'en novembre dernier, le* Petit Oranais *révélait le scandale de l'expropriation de la tribu des Zerrouki, qui, réclamant à l'administration de Mascara (Algérie), se vit chasser par les spahis en guise d'arguments. Jacques Doriot a expliqué, dans sa brochure, comment le capitaine Huot a pillé les Bendjates au Maroc, puis les a chassés de leurs terres. Puisque la* « gauche » *n'exige pas l'évacuation du Maroc, elle admet donc l'expropriation brutale des peuples coloniaux. Elle tente d'être pacifiste, et de tirer tout le parti dans le pacifisme ; mais reconnaît le droit de protection des colons ; elle est donc impérialiste et esclavagiste.* »

Appliquant une méthode déjà expérimentée, les colonialistes français cherchaient toujours à régner en attisant les divisions entre populations autochtones, entre tribus dans le cadre du Maroc. Au cours des premiers mois de 1925, ils multiplièrent leurs manœuvres dans ce sens en vue de réduire, puis détruire l'autorité administrative et morale d'Abd el Krim qui dirigeait l'Etat indépendant (de fait) du Rif peuplé par 3 millions d'habitants. Ils acculèrent de la sorte l'émir patriote à déclencher, le premier, les hostilités. Le valeureux Rifain n'avait plus le choix qu'entre se soumettre ou attaquer. Il choisit la résistance dans l'honneur et le courage et passa à l'offensive le 9 avril 1925 en portant ses forces contre une tribu « *collaboratrice* » des Français. La riposte des forces colonialistes se déchaîna à partir du mois de mai. Le Parti communiste (S.F.I.C.) engagea alors toutes ses forces pour soutenir concrètement les patriotes rifains.

(*A suivre.*)

(1) *Sun Yat Sen, fondateur et dirigeant du mouvement démocratique et antiféodal en Chine.*

AFFICHEZ H. R.

Pourquoi la Chine socialiste à l'O.N.U. ?

Certains de nos amis ont demandé : « *Pourquoi la Chine demande-t-elle son adhésion à l'O.N.U. aujourd'hui ? Pourquoi un tel changement de politique ?* »

Il n'y a pas de changement de politique. La Chine est membre de l'O.N.U. depuis 1949. Mais depuis cette date, c'est Tchang Kaï-chek, réactionnaire chinois installé dans l'île de Taïwan (Formose), qui occupe le siège de la Chine.

UN SIMPLE RETABLISSEMENT DANS SES DROITS

Taïwan est une province chinoise (les Etats-Unis l'ont reconnue par accord en 1945). Mais depuis 22 ans, Tchang Kaï-chek, soutenu par l'armée yankee, l'occupe et la gouverne et prétend représenter 750 millions de Chinois ! Depuis 22 ans, il était le représentant officiel du peuple chinois à l'O.N.U. grâce aux manœuvres des Etats-Unis !

Le 25 octobre, l'Assemblée Générale de l'O.N.U. a, par son vote, expulsé les faux représentants de la Chine et invité à siéger les vrais représentants du peuple chinois, désignés par la République Populaire de Chine.

La République Populaire de Chine n'a pas changé de politique ; elle n'a pas demandé son adhésion aujourd'hui. L'O.N.U. lui a permis d'exercer, aujourd'hui, DES DROITS QUI SONT LES SIENS DEPUIS 22 ANS !

UNE VICTOIRE DES PEUPLES DU MONDE

« *Comment expliquer cette restitution aujourd'hui, fin 1971 ?* » Après 1945, l'impérialisme américain, renforcé par la guerre, fait la pluie et le beau temps dans le monde. A l'O.N.U., et presque partout ailleurs ! Il a, pendant un temps, réussi à dominer les peuples et à isoler l'U.R.S.S. de Staline et les pays socialistes d'Europe.

Aujourd'hui, les choses ont changé. Car les peuples ont relevé la tête ; ils ont pris les armes en Afrique, en Amérique Latine, en Asie — contre le plus grand fauteur de guerre de l'histoire. Depuis plus de dix ans, le peuple vietnamien le tient en échec et chaque jour, ses victoires, celles du peuple indochinois, sont plus éclatantes. Aujourd'hui, ce sont les peuples qui ont l'initiative.

Ces dernières années, de nombreux peuples ont conquis leur indépendance politique. Mais ils n'ont pas conquis encore leur indépendance économique : les impérialismes, et surtout l'impérialisme américain, pillent sans vergogne les richesses de leurs pays. Pour ces peuples, le peuple chinois est un exemple.

Le président Mao a dit, le 20 mai 1970 : « *Aujourd'hui dans le monde, la tendance principale, c'est la révolution* ».

Le vote de l'O.N.U. reflète cette réalité ; l'impérialisme américain n'est plus le maître tout puissant. Le vote de l'O.N.U. est bien une victoire des peuples contre lui.

FAIRE ENTENDRE LA VOIX DES PEUPLES

Nous l'avons toujours dit : depuis des années, l'O.N.U., totalement inféodée à l'impérialisme américain, est un moyen de tromper les peuples. Les Etats-Unis y font la loi — leur loi — en la parant du titre plus convaincant de « loi internationale ». Les dirigeants révisionnistes de Moscou se prêtent au jeu sans broncher. Les deux super-puissances règlent le sort des petits pays au nom de la « morale internationale » ! Un exemple ? La Résolution du 22 novembre 1967 du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. : Etats-Unis et U.R.S.S. se sont mis d'accord sur un règlement de la question du Moyen-Orient. *SUR LE DOS DU PEUPLE PALESTINIEN !*

Aujourd'hui, les choses vont changer. Les deux super-puissances vont toujours tenter de partager le monde en sphères d'influence à leur profit... Mais à chaque fois, elles seront DEMASQUEES par le représentant du peuple chinois. Car dans son premier discours, le camarade Chiao Kuan-hua n'a pas mâché ses mots, ni fait aucune concession au style « amical » de règle à l'O.N.U. ! Il a rappelé la ferme position du gouvernement et du peuple chinois : soutien aux peuples d'Indochine et de Corée, au peuple palestinien, à tous les peuples en lutte pour leur libération politique et économique. Il y a quelques jours, il s'est fermement opposé aux manœuvres soviétiques qui visent à réunir une « conférence du désarmement » où les pays nucléaires s'entendraient seuls sur le dos des autres ! Finis les accords de couloir et les « tripatouillages » dans un salon !

Avec la République Populaire de Chine — et la République Populaire d'Albanie fort active — la voix des peuples du monde se fait entendre à l'O.N.U. PUISSANTE et FERME !

Le vote à l'O.N.U. *La Chine retrouve ses droits :*

L'enthousiasme jamais vu, des représentants des pays dits du Tiers-Monde, montre à quel point aux yeux des peuples opprimés la République Populaire représente une force considérable, contre les deux super-puissances qui se partagent le monde : les U.S.A. et l'U.R.S.S.

UNE ARME DE PLUS DANS LA LUTTE A MORT CONTRE L'IMPERIALISME

Les problèmes des peuples en seront-ils pour autant résolus, comme par enchantement ? Pas du tout. Et ce serait faire preuve d'une grande naïveté que de le croire ! Le camarade Chiao Kuan-hua l'a bien souligné en votant la résolution qui condamne « les violences des forces portugaises de Guinée - Bissau contre la population et les villes du Sénégal » : Il ne faut pas « SE FAIRE D'ILLUSION SUR LE RESULTAT DE CETTE RESOLUTION ». Le gouvernement et le peuple chinois ne se font *aucune illusion* quant à l'action de l'O.N.U.

« *Le peuple, le peuple seul, est la force motrice, le créateur de l'histoire universelle* ».

Ce sont les peuples d'Angola, de Mozambique et de Guinée-Bissau qui jetteront à bas le colonialisme portugais et non les résolutions de l'O.N.U. ! Et il en va de même pour la libération de tous les peuples du monde.

A nos amis qui nous demandent : « *En quoi la présence de la République Populaire de Chine sert-elle les peuples ?* », nous répondons : c'est une arme de plus pour démasquer l'impérialisme américain et ses complices révisionnistes aux yeux des peuples du monde.

Rien de plus : il serait dangereux d'en attendre autre chose.

Rien de moins : l'impérialisme aux abois est *prêt à tout* pour tenir quelques temps encore. Il ne faut négliger aucune arme pour acquérir la victoire !

Camille GRANOT.

★

Depuis des siècles,

TAIWAN EST UNE PROVINCE CHINOISE !

La République Populaire de Chine vient de recouvrer ses droits légitimes de participer à l'Organisation des Nations Unies. Depuis 22 ans, son siège à l'O.N.U. est illégalement occupé par une soi-disant « République de Chine » soutenue par les Etats-Unis qui occupe encore aujourd'hui la province chinoise de Taïwan. L'expulsion de la clique Tchangkaïchekiste de l'O.N.U. est un grave échec pour les impérialistes américains. Jusqu'au bout, ils ont voulu faire croire aux peuples qu'il y avait « deux Chine : la Chine continentale et Taïwan (Formose) ».

TAIWAN, UNE BASE MILITAIRE U.S.

Comment y croire ? Nixon et ses prédécesseurs ne l'ont pas cru un seul instant. En 1943 au Caire et en 1945 à Postdam, les Etats-Unis ont signé un accord qui prévoyait le retour à la Chine des provinces occupées par le Japon : la Mandchourie, Taïwan, etc. Encore une signature qu'ils n'ont pas respectée ! Le 25 juin 1950, c'est l'agression américaine contre le peuple coréen ; deux jours plus tard, la 7e Flotte U.S. occupe le détroit de Taïwan, les troupes américaines débarquent à Taïwan... et y soutiennent le pouvoir d'un homme rejeté et haï par le peuple chinois tout entier : Tchang Kaï-chek.

Depuis, Taïwan, baptisée Formose par les Américano - Tchangkaïchekistes, est devenue UNE DES BASES MILITAIRES U.S. *qui encerclent la Chine et tout le Sud-Est Asiatique. Depuis 22 ans, les Etats-Unis financent... aussi bien leur marionnette Tchang Kaï-chek qui rêve de reconquérir la Chine entière... qu'un «mouvement d'indépendance de Taïwan» destiné à servir de politique de rechange si la clique fantoche est trop haïe.*

Car Formose c'est aussi un régime de féroce oppression pour 15 millions de Chinois, paysans durement exploités, minorité nationale kaochan éprouvée, intellectuels et opposants envoyés sans espoir de retour dans des camps de concentration...

« NOUS LIBERERONS TAIWAN »

« Nous libérerons Taïwan ! » Tel est le mot d'ordre du peuple chinois unanime !

Car Taïwan, grande île au large de la Chine du Sud-Est, est territoire chinois. Et cela depuis des siècles ! Dès le III*e siècle, des liens étroits unissent les habitants de la Chine et ceux de Taïwan. Au* XIII*e siècle, Taïwan fait officiellement partie du territoire chinois. En 1624, colonialistes espagnols et néerlandais l'occupent ; aussitôt, le patriote Tcheng Tcheng-kong reprend Taïwan avec l'aide de la population de l'île.*

C'est en 1895, à la suite de la capitulation de l'empereur chinois devant la puissance impérialiste montante niponne que Taïwan est occupée par le Japon. Pendant 50 ans ! La victoire du peuple chinois contre les agresseurs japonais en 1945 aurait dû libérer quelque 15 millions de Chinois du joug étranger... Mais les agresseurs yankees ont pris la relève...

Cela n'est pas pour décourager le peuple chinois indomptable et fermement décidé à libérer Taïwan des mains de l'agresseur américain...

L'explosion de la clique de Tchang Kaï-chek de l'O.N.U. prouve aux yeux de tous « qu'il n'y a qu'une Chine et que Taïwan en fait partie ! C'est là un camouflet cinglant pour les impérialistes yankees. C'est là une victoire certaine du peuple chinois pour la libération totale de sa patrie.

CITATIONS DU PRÉSIDENT MAO TSÉ TOUNG

L'exemplaire : 1,40 F

(disponible en 15 langues)

(par notre intermédiaire)

(ajouter 15 % de port à toute commande)

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution N.M.P.P. — Imprimerie N.P.P., 56, rue des Haies - PARIS (20e) — Dépôt légal : 3e trimestre 1971.